

l'Opinion

« La suprématie des Etats-Unis et de la Chine impose à l'Europe une révision urgente de sa stratégie éducative et industrielle afin de préserver sa souveraineté » – par Anil Benard-Dende

Anil Benard-Dende, ingénieur des Arts et métiers, est directeur général d'Ynov Campus depuis juillet 2022.

« Le label Qualiopi + propose un cadre adapté aux enjeux de l'enseignement supérieur privé et à ses exigences de qualité et d'attractivité, en garantissant l'excellence des formations et l'égalité d'accès à toutes les opportunités »

Publié le 7 mai 2025 à 12:57



Anil Benard-Dende. - DR

Depuis quelques mois, l'enseignement supérieur privé est victime d'une défiance qui jette un discrédit aveugle sur l'ensemble du secteur. Face à ces turbulences, l'annonce par [Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#), d'« un label augmenté » Qualiopi + [renforcement du label de qualité des formations] arrive à point nommé. En effet, les travaux et consultations initiés par le ministère depuis deux ans ont démontré la nécessité de bâtir un cadre adapté et transparent pour le secteur privé, afin d'asseoir durablement sa crédibilité. La mission d'inspection voulue par [Elisabeth Borne, ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#) répond également aux attentes légitimes des étudiants et de leurs familles, parfois perdus face à la multiplicité des formations existantes.

Dans de tels moments de remise en question, on observe généralement deux réactions, quasi pavloviennes, censées prémunir les acteurs pointés du doigt de toute forme de scandale : l'hyper-contrôle exercé par un tiers, souvent l'État, ou l'autodiscipline qui équivaut à une absence totale de cadre. D'un côté, l'hyper-contrôle génère un trop plein de régulation qui conduit à un carcan nécessairement limitant pour innover. De l'autre côté, l'autodiscipline conduit à un affranchissement des normes, qui délégitime *in fine* les acteurs, et les expose à la critique.

Or, plutôt que de s'enfermer dans des positions extrêmes, ce moment charnière pour l'enseignement supérieur doit plutôt être considéré comme une opportunité. Celle de réaffirmer son rôle stratégique, aligné sur les besoins réels du marché de l'emploi, et intégré pleinement à une dynamique d'actions à la fois internationale, nationale et territoriale. Le tout en bâtissant un cadre commun qui garantira, sécurisera et pérennisera le succès de son action : c'est ce que propose ce Qualiopi augmenté.

L'intelligence de ce label repose précisément sur sa capacité à offrir aux acteurs de l'enseignement supérieur privé le choix de ne pas choisir entre ces deux positions polarisantes. Il propose, au contraire, un cadre adapté aux enjeux du secteur et à ses exigences de qualité et d'attractivité, en garantissant l'excellence des formations et l'égalité d'accès à toutes les opportunités (bourses CROUS, Erasmus...) dont sont actuellement exclus les étudiants du privé.

« La situation mondiale oblige l'enseignement supérieur, public comme privé, à conserver une liberté d'action totale et surtout une liberté d'innover. »

Prenons l'exemple des nouveaux métiers du numérique, pour lesquels les défis sont immenses. La France connaît, en effet, un retard préoccupant avec seulement 3 % des étudiants orientés vers les filières numériques contre 6 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Pourtant, le plan France 2030 ambitionne de former 400 000 experts supplémentaires dans ce secteur stratégique. Une telle ambition ne pourra être satisfaite que si l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur se mobilisent en ce sens. Et de manière plus globale, pallier les faiblesses structurelles de notre enseignement supérieur français doit être au cœur de nos combats communs : pour offrir à nos étudiants des formations réellement adaptées aux métiers de demain, pour répondre au défi historique du maillage territorial ou encore pour garantir une mobilité sociale plus forte.

Dès lors, sortir de l'opposition stérile « public, privé » devient une condition *sine qua non* à la réussite de tous.

Cet accès égalitaire à des enseignements de qualité est d'autant plus important dans un contexte de concurrence internationale accrue. À ce sujet, le rapport Draghi sur la compétitivité européenne et les études récentes de l'OCDE alertent sur les dangers d'un affaiblissement durable de l'Europe face à une pénurie grandissante de compétences numériques et technologiques. La suprématie des États-Unis et de la Chine lui impose une révision urgente de sa stratégie éducative et industrielle afin de préserver sa souveraineté. Notre dépendance

actuelle aux géants américains - qui dominent 72 % du marché européen du *cloud* - et aux fournisseurs asiatiques, fragilise indéniablement nos capacités économiques et stratégiques.

Aussi, conscient de ces enjeux, Ynov Campus – qui a placé les métiers du digital et du numérique au cœur de ses formations – ne peut que saluer la mise en place prochaine d'un label renforcé, gage de qualité et de reconnaissance. Une reconnaissance nécessaire à la construction de parcours riches et sur-mesure, qui permettront de répondre aux défis de la Nation en la dotant d'atouts stratégiques incontournables. Plus globalement, cette situation mondiale oblige l'enseignement supérieur, public comme privé, à conserver une liberté d'action totale et surtout une liberté d'innover. Car c'est bien la pluralité des offres qui permet une émulation bénéfique et saine au service de l'égalité des chances.